

Séance du mardi 4 février 2014 à 20h30  
Mairie – salle du Conseil

PROCES-VERBAL

<b>Présidence :</b>	Mme Fabienne	PITTELOUD	
<b>Présents :</b>	Mme Anne	BOADA	
	Mme Carol	BORLOZ-NEUFFER	
	M. Christophe	FAVRE	
	M. Georg	FEYER	
	M. Bastien	GUEX	
	M. Wolfgang	HONEGGER	
	Mme Isabelle	ISCH	
	M. Jean	KELLER	
	M. Philippe	LAGRANGE	
	Mme Erika	MOTTIER	
	Mme Marie-France	MUTILLOD	
	M. Marco	REALINI	
	M. Georges	RYCHNER	
	Mme Anne-Claude	SEMON	
	Mme Elisabeth	STALDER	
	M. Viken	VARTZBED	
<b>Assistent :</b>	M. François	MAZENOD	Maire
	M. Michel	STALDER	Adjoint
	M. Andreas	BAUMGARTNER	Adjoint

◆ ◆ ◆

Ordre du jour :

1. Approbation du procès-verbal du 10 décembre 2013
2. Communications du Bureau du Conseil Municipal
3. Communications de la Mairie
4. Rapports de la commission ATTE et du GLRD
5. Dérogation au rapport des surfaces pour la parcelle 2292, route de Malagny (délibération)
6. Adoption des nouveaux statuts du groupement intercommunal pour la crèche (GIC) (délibération)
7. Démission et nomination ad intérim du Commandant de la Compagnie des sapeurs-pompiers de la commune de Genthod (résolution)
8. Propositions de la Mairie
9. Propositions individuelles et questions
10. Huis clos (naturalisation)

◆ ◆ ◆

## 1. APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU 10 DECEMBRE 2013

p. 300 vote du Conseil : M. RYCHNER demande à clarifier le sujet de la votation et de le modifier ainsi :

« LE CONSEIL MUNICIPAL

décide

par 14 voix pour, soit l'unanimité

**Le renvoi en commissions des Bâtiments et des Finances. »**

p. 302 paragraphe 4 : Mme STALDER souhaite apporter une modification de la façon suivante :  
« Mme STALDER s'exprime au nom du PLR au sujet de la rénovation du Château et invite l'Exécutif et la commission des Bâtiments à poursuivre les travaux déjà entrepris, **dans le vénérable monument** et en particulier les locaux sanitaires dans l'enceinte du restaurant. (...) La conseillère remercie par avance **au nom des usagers de la diligente attention apportée à cette requête.** »

p. 291 paragraphe 4 : Mme ISCH demande de modifier son intervention comme suit :  
« ... il faudra jusqu'au vote du budget fonctionner avec les douzièmes **provisionnels**, soit CHF 0.- d'investissements supplémentaires. ... »

**Le procès-verbal est approuvé par 15 voix pour, 0 contre, 1 abstention.**

## 2. COMMUNICATIONS DU BUREAU DU CONSEIL MUNICIPAL

Mme PITTELOUD donne lecture d'une lettre de la Société de Gymnastique Féminine de Genthod-Bellevue.

Mme PITTELOUD souhaite revenir sur l'intervention du Maire, lors du dernier Conseil municipal, concernant le malentendu lié au vote des indemnités Maire et Adjoints et propose de revenir sur ce sujet au point 9 de l'ordre du jour « Propositions individuelles et questions ».

## 3. COMMUNICATIONS DE LA MAIRIE

### ➤ M. MAZENOD

#### • **Dénomination des salles du nouveau centre communal polyvalent**

*Afin d'identifier les nombreuses salles du nouveau Centre communal polyvalent, des noms plutôt que des numéros leur ont été attribués. Le choix s'est porté sur des personnages illustres de la commune ainsi que sur des lieux. L'histoire de Genthod de Guillaume Fatio ainsi que de vieilles cartes nous ont amenés à la sélection suivante :*

- *pour le bâtiment principal, (4, chemin de la Pralay) la salle annexe du rez-de-chaussée a été baptisée salle Gallatin, en mémoire d'Abraham Gallatin, qui construisit la maison du Saugy, et d'Albert Gallatin, ce Gentousien aux sources du rêve américain ;*
- *celles du sous-sol, salles Bonnet et de la Rive, en mémoire d'Horace-Bénédict de la Rive, qui construisit la magnifique demeure surplombant le lac, et de Charles Bonnet, naturaliste et philosophe ;*
- *celles du premier étage ont été nommées salles Marignac (domaine du chemin des Rousses) et Champ du Milieu ;*
- *la grande salle n'a pas reçu de nom particulier; elle est appelée salle des fêtes ;*
- *pour le bâtiment du parascolaire (6, chemin de la Pralay), le réfectoire a été baptisé restaurant Ecureuils, en souvenir des pupilles de l'Hospice général ainsi appelés dans les années 50 ;*
- *les 2 salles du GIAP ont été nommées salles Dauphine (lieu-dit) et Crève-cœur (nant) ;*
- *les 2 salles de sociétés ont été appelées Chêna et Moudrie, lieux-dits de la Commune ;*

- l'ancienne salle communale et la cuisine au chemin de la Mairie ont été renommées Espace Saladin, en mémoire d'Antoine Saladin de Malagry, premier Maire de Genthod.

Une nouvelle signalétique sera mise en place sur le territoire communal pour tenir compte de ces changements et diriger les automobilistes et piétons au bon endroit.

Dans quelques mois, l'origine de ces noms pourra faire l'objet du quiz du Genthod-Info.

Cette information sera donnée à la population par le biais du prochain Genthod-Info.

- **Froid dans la nouvelle salle des fêtes**

Comme certains d'entre vous ont pu le constater lors de la projection du film Himalaya, il faisait froid dans notre nouvelle salle des fêtes.

La faute au monobloc qui souffle de l'air à 16°C au lieu de 20°C, suite à des cycles de dégivrage anormaux et un déséquilibre de pulsion.

Une intervention a été faite et la température devrait maintenant être agréable.

- **Mur de la propriété sise au 14 rue du Village**

Le nouveau mur crépis suscite des réactions, surtout que la partie rénovée ne représente même pas la moitié de la longueur à refaire.

L'architecte responsable des travaux, que nous avons convoqué en Mairie, proposera un autre surfacage tenant compte de la mise en valeur des pierres d'origine.

- **Déménagement du rural**

Le dossier demandant l'abrogation du PLQ et la création d'une zone de développement 4B au chemin des Chênes (parcelle 563 de 5'752 m<sup>2</sup>) étant au point mort, l'Exécutif a cherché une alternative. En fin d'année 2013, une demande d'achat a été adressée à l'État concernant une partie de la parcelle 1836 sise à l'angle chemin des Limites – chemin des Chênes, en vue d'y installer les pompiers. L'État est entré en matière. Alors que cette tractation était initiée, le Conseil d'État vient d'annoncer dans son point de presse du 15 janvier 2014 l'adoption à l'intention du Grand-Conseil du projet de modification des limites de zones de notre parcelle 563.

A ce stade, je vous demande de réfléchir si une partie de la parcelle de l'État représente un complément voire une alternative au projet initial.

Plusieurs commissions sont concernées. Celle de l'Environnement pour la voirie et la création d'un éco-point, en sachant que la commune de Bellevue est intéressée par une partie de son matériel. La commission de Sécurité pour les pompiers en collaboration avec d'autres communes, selon la demande du Conseil d'État. Les commissions du Génie civil et des Bâtiments pour les infrastructures. Celle des Finances pour le nerf de la guerre et celle de l'Aménagement pour un choix judicieux. Je laisse à Madame la Présidente le soin d'organiser la synthèse des différents avis des conseillers municipaux.

- **La maison du Pressoir**

Suite à un recours, le Tribunal Administratif de Première Instance (TAPI) a rendu son jugement. Il donne raison au recourant. La petite terrasse du 1<sup>er</sup> étage ne pourra donc pas être construite. La CMNS est à blâmer pour deux raisons. C'est elle qui a décidé de supprimer les claustras (brise-vue) telles qu'elles figuraient sur les plans de l'architecte en les remplaçant par un simple garde-corps. Deuxièmement, la Présidente du TAPI reproche à la CMNS de ne pas s'être rendue sur place pour évaluer la situation. Malgré ceci, nous allons de l'avant avec la réception des premières soumissions et une ouverture de chantier ce mois. Concernant le chauffage des deux appartements et les positions contradictoires des services du même département, l'architecte a contacté des entreprises pour une source d'énergie géothermique. Comme alternative, nous pourrions redéposer et justifier une demande complémentaire pour une variante pompe à chaleur (PAC) air-eau sans sondes géothermiques. Le principal inconvénient serait le bruit. En discutant encore ce matin-même avec l'architecte, nous optons pour les sondes géothermiques, une installation sans bruit.

- **Location de trois locaux communaux**

Comme je vous l'avais dit, c'est l'Essarde qui occupe les locaux occupés auparavant par le magasin de radio-télévision à la rue de la Mairie. Quant au bâtiment C du Centre communal, il est loué au Centre taoïste de médecine traditionnelle chinoise.

L'ancien « Jardin d'Iris » sera loué dès mi-février à une entreprise de préparation de pâte à pizza, sans cuisson. Il n'y aura donc pas de pizzeria à Genthod. Cette petite exploitation a repris en l'état les locaux avec les frigos et unités de froid. Nous avons donc évité le démontage de la vitrine pour débarrasser ce matériel.

#### ➤ M. STALDER

Le dernier **contrôle des jeux** dans les écoles a été effectué et il en ressort des travaux nécessaires d'une valeur de CHF 32'923.80 pour la restauration prévue en début d'année.

L'école le mercredi matin concerne les enfants du primaire à partir de la 5<sup>ème</sup>, les activités pour ce jour ne sont pas encore définies. Il serait judicieux de savoir si les autres communes genevoises assurent un repas.

Il a été décidé par l'ACG de choisir les communes et cela dépend du nombre d'enfants inscrits.

Une étude du GIAP démontre que 15 enfants seulement seraient intéressés par l'évènement, ce qui est insuffisant pour la mise en place d'une telle structure. Le minimum requis est de 20 enfants, car 2 accompagnateurs GIAP sont obligatoires.

Le GIAP change son habitude d'inscription clôturée en mars, sauf cas particuliers.

En ce qui concerne le détournement de fonds que le GIAP a subi, un audit auprès de la Cour des comptes n'a pas relevé de risque majeur et donc aucune conséquence réelle sur l'institution.

La commune participe à la manifestation Antigél, le concert de Genthod aura lieu le 8 février et les 10 billets seront disponibles auprès de Madame Isabelle ISCH.

Un match de hockey est planifié samedi matin et une fondue est prévue après. Les joueurs et non joueurs sont conviés.

Concernant la Vigne Blanche, un nouveau bail a été signé avec une nouvelle société de deux restaurateurs et en partant sur de nouvelles bases, des prospectus ont été distribués, les choses prennent bonne forme.

#### ➤ M. BAUMGARTNER

Demain à 13 heures, les sirènes de la Protection civile retentiront pour l'essai annuel.

Pour rappel aux membres de la commission de Sécurité, la séance aura lieu à Versoix à 19 heures.

La Mairie a reçu une demande d'éclairage pour le chemin des Rousses et ce point devra faire partie de l'ordre du jour de la prochaine séance de la commission de l'Environnement.

Afin de dynamiser le travail de nos employés de la voirie et de reconnaître l'effort consenti durant l'année 2013, la Mairie va acheter un deuxième tracteur du même modèle que l'ancien, ce qui va permettre d'adapter les accessoires sur les deux véhicules (tondeuse, épareuse et pelle frontale) sans avoir à les démonter à chaque travail, surtout depuis la mise en service du nouveau centre communal.

Le coût de ce tracteur est de CHF 60'000.-, plus exactement CHF 59'900.- TVA comprise.

La commission de l'Environnement en a été informée lors de sa dernière séance. La nouvelle organisation de la voirie depuis janvier 2013 a permis d'effectuer des travaux d'entretien qui, jusqu'en 2012, étaient transmis à des entreprises tierces, d'où des économies pour la commune de plusieurs dizaines de milliers de francs en 2013. Je ne peux pas affirmer que les économies réalisées paient la totalité de cet investissement, mais nous en sommes proche.

La Présidente transmet la présidence à M. Wolfgang HONEGGER afin de présenter ses deux rapports.

#### 4. RAPPORTS DE LA COMMISSION ATTE ET DU GLRD

M. HONEGGER invite Mme PITTELOUD à rapporter au Conseil municipal le travail de la commission de l'Aménagement du Territoire et Tissu Economique et celui du Groupement des Législatifs de la Rive Droite :

- **Commission de l'Aménagement du Territoire et du Tissu Economique**

« La commission d'Aménagement du Territoire et Tissu économique a essentiellement travaillé en 2013 sur le **projet d'accès au lac**.



Je souligne la très grande collaboration entre la Mairie et les différents services d'Etat concernés et également le bureau d'études qui travaille de manière très efficace et c'est un beau projet qui avance.

**Le recours** contre les modifications d'autorisation de construire qui avait obtenu une dérogation lors du Conseil municipal. Une consultation par la Mairie sur des projets de construction qui étaient déposés. Et il y a eu également le plan directeur cantonal version 2. Nous avons eu une discussion sur le problème de permis d'habiter dans certaines maisons dont le propriétaire avait abusé de son droit. C'est une série de sujets qui nous ont amenés à différentes réflexions.

Je remercie les commissaires et Monsieur le Maire pour la bonne collaboration dans cette commission.

- **Le GLRD (Groupement législatif de la rive droite)**

Le GLRD s'est réuni à quatre reprises lors de l'année 2013. Il a été question de pistes cyclables, d'itinéraires cyclables, de charte du sport, du projet de loi pour le sport, de charte des jardins, de l'agenda 21, d'accueil médicalisé pour les personnes âgées sur la rive droite du lac, de la pression de l'urbanisation et du droit de préemption et de la maîtrise du territoire.

Je dois souligner qu'au sein de ce groupement les discussions sont extrêmement intéressantes, on partage beaucoup de best practice entre les différentes communes, comment chacune fonctionne et le fait de mieux connaître ses voisins, les conseillers municipaux des communes alentours, leur fonctionnement et leurs problèmes est particulièrement intéressant. Nous avons quelques projets en commun. Les procès-verbaux du GLRD sont mis sous peu dans le CM net et j'invite les membres du bureau à venir s'ils sont intéressés.

Je vous remercie. »

M. Wolfgang HONEGGER redonne la présidence à Mme Fabienne PITTELOUD.

## 5. DEROGATION AU RAPPORT DES SURFACES POUR LA PARCELLE 2292, ROUTE DE MALAGNY (DELIBERATION)

Mme STALDER s'exprime au nom du PLR.

« Ce soir nous sommes appelés à nous prononcer sur une demande de dérogation au rapport des surfaces de la parcelle 2292 sise route de Malagny.

Au nom du groupe PLR je souhaite faire les observations suivantes :

Cette parcelle se situe dans un cadre de vie absolument exceptionnel. Elle fait partie intégrante du domaine du Petit Malagny situé dans le secteur de Malagny qui, depuis des années, fait l'objet de nombreuses inquiétudes de la part des autorités communales, cantonales et fédérales. Les craintes portent essentiellement sur les mutations risquant de favoriser des promotions immobilières qui ne tiendraient pas compte des qualités exceptionnelles du site.

En 2007, la commune de Genthod et le Département des travaux publics se sont associés pour la conduite d'une étude directrice dans le secteur de Malagny précisant d'entrée de jeu que la protection d'un site d'une telle importance ne supporterait qu'un **développement limité, inférieur aux possibilités usuelles en 5<sup>ème</sup> zone**. En ce qui concerne les constructions, les vues au loin doivent rester libres à partir des bâtiments existants.

Le Petit Malagny constitue l'un des rares magnifiques grands domaines restant encore (presque) intact sur la commune. Il est remarquable non seulement en raison de la superbe maison de maître néo-classique construite en 1845-1846 pour le syndic Rigaud, mais aussi parce qu'il est le reflet des courants de pensée qui ont façonné l'histoire de Genève. L'existence de plusieurs bancs disséminés dans la propriété permettant de jouir de la vue grandiose sur le lac, les Alpes et le Mont-Blanc et le patrimoine naturel en sont l'un des témoignages vivants.

Le cadre étant posé, un certain nombre de points nous interpellent plus particulièrement :

### 1. **Rapports de surfaces**

Dans la délibération qui nous est soumise, il est fait référence à l'art. 59, alinéa 4, lettre b, de la loi sur les constructions et installations divers (LCI, L 5 05). Il y est écrit :

« **Lorsque les circonstances le justifient et que cette mesure est compatible avec le caractère, l'harmonie et l'aménagement du quartier, le département :**

b) peut autoriser exceptionnellement, lorsque la surface totale de la parcelle ou d'un ensemble de parcelles contiguës est supérieure à 5'000 m<sup>2</sup>, **avec l'accord de la commune** exprimé sous la forme d'une **délibération municipale** et après la consultation de la commission d'architecture, un projet de construction en ordre contigu ou sous forme d'habitat groupé dont la surface de plancher habitable n'excède pas 50% de la surface du terrain, 55% lorsque la construction est conforme à un standard de haute performance énergétique, 60% lorsque la construction est conforme à un standard de très haute performance énergétique, reconnue comme telle par le service compétent. »

**Le PLR s'y oppose formellement.**

## 2. **Rapports de surfaces bis**

L'Etude directrice du secteur de Malagny de novembre 1997, élaboré conjointement par le Département des travaux publics et la commune de Genthod, préconise un TOS de 20%. Aujourd'hui, la loi permet 27,5% et la demande est de 35,67% !? Ceci représente une dérogation pour une surdensification de près de 30% !?

**Le PLR s'y oppose formellement.**

## 3. **Assolement**

Quel est le **statut du Petit Malagny** concernant les surfaces d'assolement imposées par l'Ordonnance fédérale ?

## 4. **Pénétrante verte**

Le PD communal 2007 préconise, en page 20, de maintenir à cet emplacement une pénétrante verte.

## 5. **Niveau naturel du sol**

**Le PLR demande qu'avec ou sans autorisation de construire le niveau naturel du sol soit rétabli.** Il est à noter que la demande de construction actuelle qui comporte d'importantes excavations informe qu'il n'y aura pas d'évacuation de déblais !? Une nouvelle surélévation illégale du terrain semble d'ores et déjà envisagée par le requérant...

## 6. **Canalisations**

**Aménagement et équipement**, LCI, art. 16, lettre b

**Le PLR constate que le problème des canalisations n'est pas encore résolu.**

## 7. **13 immeubles**

Le titre est fallacieux. Il s'agit d'un **projet sur 26 immeubles et non 13**. D'autre part, le **nombre de logements a passé, quant à lui et par rapport à l'ancien projet, de 112 à 130 logements**. De surcroît, le nombre de places de parking explose de 392 à plus de 600... L'impact négatif sur la commune et ses environs serait incontestable.

## 8. **Double demande sur le même terrain**

La demande d'autorisation N°106373 actuellement en cours porte sur la construction d'un parking provisoire (en réalité deux) sur la parcelle 2292 et non sur les parcelles 1810 et 1996, comme l'indique la FAO du 22 novembre 2013. Parallèlement, la DP 18381-2 qui nous intéresse est déposée pour un projet sur la même parcelle. Comment est-ce possible ? Doit-on en déduire que le Petit Malagny sera entaché d'un nouveau chantier inachevé, que le provisoire deviendra définitif et qu'un nouveau cratère occupera les lieux ?

## 9. **Servitude de vue**

Le projet qui nous est soumis fait fi de la servitude de vue. Le texte de loi L5.05.01, art. 12, mentionne cette description des servitudes de vue : « La servitude, qui s'exerce sur la zone figurée au plan comporte **l'interdiction de toute construction dans les limites de cette zone**, étant entendu qu'en cas de construction

à édifier dans l'avenir sur la parcelle du fonds servant **la limite de la zone grevée doit être considérée comme limite de parcelle pour le calcul des distances et vues droites exigées par la loi sur les constructions** ».

Pour terminer, nous considérons que le projet de construction du Petit Malagny, secteur ultrasensible, mérite une attention particulière impliquant tous les acteurs concernés.

Une visite sur place de Monsieur le Conseiller d'État Antonio HODGERS, en charge du Département de l'Aménagement, du Logement et de l'Énergie serait vivement appréciée.

Comme par le passé, il serait judicieux que la commune soit étroitement associée au développement de ce projet.

Une dérogation des rapports de surface telle que demandée n'est pas souhaitée ni souhaitable. Elle est contraire à l'esprit du lieu. Il s'agirait d'une véritable urbanisation de ce site remarquable qui peut avoir des conséquences irréversibles pour l'avenir et l'image de notre commune, qui deviendrait une commune urbaine. De plus, les conséquences induites au niveau de la circulation, des infrastructures communales et de la qualité de vie n'ont pas été étudiées.

En tant qu'élus et citoyens responsables, nous avons le devoir moral de préserver au mieux ce site exceptionnel dans l'intérêt général et, en particulier, des générations futures.

Au vu des motifs exposés et des nombreuses questions ouvertes à ce jour, le groupe PLR s'oppose formellement à cette demande de dérogation et vous invite à la refuser.

Je vous remercie de votre attention. »

M. FAVRE s'exprime au nom du GIG.

« Le Groupement des Intérêts de Genthod (GIG) rappelle que l'achat de la parcelle susmentionnée avait fait l'objet d'une décision du Conseil municipal à huis clos en 2000. Mandat avait alors été donné à l'Exécutif de l'époque d'effectuer une offre de CHF 7 millions pour l'achat de ladite parcelle avec une marge de négociation d'un demi-million de francs. La vente de la parcelle avait été prononcée en faveur de Chrono Immobilier SA pour un montant de l'ordre de CHF 7,5 millions en 2001.

Cette occasion manquée est regrettable, la maîtrise foncière par la commune eut en effet permis un développement de qualité, développement que nous ne pouvons plus contrôler aujourd'hui.

Sur le principe, le GIG est favorable à un projet de logement, mais a les plus grandes réserves sur les aménagements de surface et souhaite que les parkings soient prévus en sous-sol et que les abords des immeubles soit végétalisés et de qualité.

Le GIG souhaite également que ce nouveau quartier soit accessible et traversable par les Gentousiens, afin de pouvoir connecter le chemin Vert au chemin des Troiselles. Pour la densité demandée, les autorités cantonales décideront dans tous les cas de l'autorisation de construire, quel que soit le préavis communal. Dans ces conditions, le Groupement des Intérêts de Genthod s'abstiendra à ce vote, mais souhaite que l'Exécutif ouvre avec les promoteurs des négociations :

- sur la connexion du chemin Vert au chemin des Troiselles ;
- sur la qualité des aménagements du quartier et de ses accès ;
- sur la possibilité d'acquisition par la commune d'un ou plusieurs bâtiments, afin de disposer d'appartements en location à des loyers raisonnables. Une discussion devra avoir lieu sur la taille des appartements et leur typologie.

Au nom du GIG, je vous remercie de votre attention. »

M. RYCHNER demande une précision concernant l'article de loi mentionné dans la délibération. Il fait remarquer qu'au troisième paragraphe est indiqué « vu l'article 59, alinéa 4, lettre **b** ... » alors que dans le procès-verbal de la commission d'Aménagement « vu l'article 59, alinéa 4, lettre **a** ... » et souhaite connaître la bonne référence.

M. GUERX donne lecture de l'article 59, alinéa 4, lettre a de la LCI (Loi sur les constructions et les installations divers).

« Lorsque les circonstances le justifient et que cette mesure est compatible avec le caractère, l'harmonie et l'aménagement du quartier, le département :

- a) peut autoriser, après consultation de la commune et de la commission d'architecture, un projet de construction en ordre contigu ou sous forme d'habitat groupé dont la surface de plancher habitable n'excède pas 40% de la surface du terrain, 44% lorsque la construction est conforme à un standard de haute performance énergétique, 48% lorsque la construction est conforme à un standard de très haute performance énergétique, reconnue comme telle par le service compétent. »

Mme PITTELOUD confirme que c'est le bon article, invite à apporter la correction sur la délibération et de changer la lettre b en lettre a.

M. KELLER demande la lecture de l'article b du même alinéa.

M. GUERX donne lecture de l'article 59, alinéa 4, lettre b de la LCI (Loi sur les constructions et les installations divers).

- b) peut autoriser exceptionnellement, lorsque la surface totale de la parcelle ou d'un ensemble de parcelles contiguës est supérieure à 5'000 m<sup>2</sup>, avec l'accord de la commune exprimé sous la forme d'une délibération municipale et après la consultation de la commission d'architecture, un projet de construction en ordre contigu ou sous forme d'habitat groupé dont la surface de plancher habitable n'excède pas 50% de la surface du terrain, 55% lorsque la construction est conforme à un standard de haute performance énergétique, 60% lorsque la construction est conforme à un standard de très haute performance énergétique, reconnue comme telle par le service compétent. »

Mme PITTELOUD fait circuler la lettre reçue du département de l'Urbanisme, notifiant « vu l'article 59, alinéa 4, lettre a ... ».

M. KELLER demande si ce sont les architectes qui indiquent cet article.

Mme PITTELOUD répond que c'est la demande du Département de l'Urbanisme, direction des « Autorisations de construire ».

M. FAVRE complète que la demande est basée sur le calcul des densités.

Mme STALDER fait remarquer que l'article b concerne les surfaces de parcelles supérieures à 5'000 m<sup>2</sup>, ce qui est le cas présent.

M. FAVRE précise qu'une dérogation aussi importante que celle de la lettre b n'est pas demandée et qu'il s'agit, en fait, uniquement de la lettre a.

M. RYCHNER demande si la date du 15 janvier 2013, en pied de page de la lettre accompagnant le dossier, correspond à la date de la demande de dérogation.

Mme PITTELOUD indique que les documents sont corrects et correspondent à ceux reçus en commission du Territoire et que seul le pied de page est erroné.

M. KELLER estime que le doute est suffisant quant à la non-cohérence des dates entre la demande de dérogation et les plans déposés. Il considère que ces deux points devraient concorder et qu'en l'état il y a une certaine légèreté. Il demande à ce que la question soit posée au département et qu'en plus soit aussi précisé s'il s'agit de « l'article 59, alinéa 4, lettre a » ou de « l'article 59, alinéa 4, lettre b » qui s'applique.

Mme PITTELOUD rappelle que la date mise en pied de page sur le document transmis par le département ne semble pas être une date officielle, mais plutôt un nom de fichier. Elle fait circuler le document aux membres du Conseil municipal pour consultation.

M. RYCHNER fait remarquer qu'une date sur un document est une référence et qu'au vu d'un dossier aussi important, la présence d'autant d'erreurs fait se demander si cela n'a pas été traité dans la précipitation.



Il ajoute qu'il a déjà lu un texte, concernant cette même parcelle, qui faisait l'objet d'une autre demande, dont les numéros de parcelle étaient par ailleurs faux.

Il se dit stupéfait que le département soumette une demande de dérogation pour une parcelle qui reçoit une double demande d'autorisation de construire. Il trouve que, pour un projet aussi important que celui-ci pour la commune, le dossier a été traité avec passablement de légèreté.

M. KELLER trouve qu'il ne faudrait pas voter cette délibération, car il estime que si le Conseil municipal accepte d'entrer en matière, c'est donner au DALE l'impression que les conseillers sont d'accord avec cette interprétation de la loi, ce qui n'est pas le cas. Ce d'autant plus que Mme STALDER, lors de son intervention, soulève d'autres questions de fonds que M. RYCHNER a soulignées. Aussi, propose-t-il le renvoi du dossier au département de l'Urbanisme, accompagné de la liste de toutes les questions : les points soulevés par Mme STALDER, le statut juridique et le statut du lieu. Le Conseil désire obtenir des précisions et des réponses claires du DALE, afin de pouvoir se déterminer et voter sur des éléments concrets.

Mme PITTELOUD demande ce qui doit être fait avec cette dérogation.

M. KELLER explique qu'il n'est pas possible de se prononcer sur cette dérogation car il pense que la question n'est pas correctement posée.

M. RYCHNER aimerait que le département éclaire ce dossier avant que le Conseil municipal ne se prononce, car trop de points sont négligés pour pouvoir prendre une décision.

M. GUEX indique que le retrait de la délibération n'est pas judicieux et bloquerait le processus, car il y a un délai de réponse de 30 jours. La non-réponse pourrait léser la commune et laisser le champ libre au département de l'Urbanisme.

Mme STALDER trouve que le délai de 30 jours est trop court pour ce projet qui va bouleverser la commune et que le département de l'Urbanisme a tout intérêt à faire en sorte que le dossier soit traité de manière objective et raisonnable, considérant qu'il est lui-même concerné puisqu'il a participé à cette étude.

Mme SEMON demande si, par rapport à la discussion lors de la commission d'Aménagement du Territoire, où un préavis a déjà été fourni, les choses ont changé entre le 21 janvier 2014 et aujourd'hui.

M. RYCHNER indique que la lettre de l'article de loi de la LCI et le projet de délibération ne correspondent pas au procès-verbal de la commission d'Aménagement du Territoire et souhaite savoir où se trouve l'erreur.

M. FAVRE estime que la question du DALE est claire : acceptons-nous la dérogation de l'article 59, alinéa 4, lettre a ou non. Les questions de droit ou les questions liées aux sentiments de crainte du développement de la commune ne sont pas demandées dans la délibération. Sur la question des servitudes, l'État n'entre pas en matière, car il n'a pas à se prononcer sur un élément privé : ce sont les signataires et les bénéficiaires des servitudes qui peuvent faire opposition. La responsabilité du DALE est de garantir que les lois fédérales sont respectées, ainsi que de répondre aux questions. Aujourd'hui, il est demandé aux membres du Conseil de se prononcer sur l'acceptation ou non, dans le délai imparti, d'une dérogation légale et selon un article. Si doute il y a, le vote sera négatif.

M. RYCHNER est d'accord sur ce point de vue et qu'il est possible d'exprimer un accord ou un refus pour cette délibération, mais, au vu des incertitudes, il émet des réserves pour défendre les droits de la commune. Il admet qu'un avis peut être donné, mais dans le cas où l'État voudrait outrepasser la décision du Conseil municipal, celui-ci sera dans l'obligation de se réserver le droit actuel sous forme de remarques afin d'éclaircir les divers points.

M. KELLER souscrit aux propos de M. RYCHNER et se dit surpris, car il lui semble que les questions posées ont leur importance et ne sont pas neutres. Il considère qu'il est possible que le département de l'Urbanisme se soit trompé sur l'article de loi. Aussi trouve-t-il choquant que ces questions ne soient pas plus explorées, quitte à montrer un désaccord. Il donne comme exemple que si le département de l'Urbanisme annonçait la construction de 150 immeubles et que le Conseil municipal partait du principe qu'ils ont raison, il voterait oui. Ce serait particulier.



Mme PITTELOUD rappelle qu'un préavis est demandé, que pour ce dossier les questions soulevées ce soir ont été explorées et discutées lors de la commission de l'Aménagement du Territoire et qu'il faut accompagner la décision, liée à la dérogation, de commentaires. Elle demande aux conseillers s'il est possible de corriger l'article b en article a, car cela correspond au texte reçu.

Mme BORLOZ prend la parole pour expliquer que la lettre b sur la délibération est certainement une erreur de frappe du secrétariat, puisque sur la lettre provenant du département de l'Urbanisme la lettre a est notifiée. La référence est l'article a du courrier du département de l'Urbanisme et qu'il faut apporter la correction sur la délibération.

M. REALINI exprime son sentiment quant aux erreurs faites par le secrétariat général sur ce projet qu'il trouve déstabilisantes. Il ne remet pas en question les dires du département de l'Urbanisme, mais ce qu'a écrit le secrétariat de la commune de Genthod sur la délibération, concernant l'article a ou b, ajouté à cela la mention de 13 bâtiments, au lieu des 26 du dossier. Il ne peut prendre en compte cette erreur comme une simple faute d'orthographe, étant donné qu'il y a deux erreurs très importantes.

M. FEYER demande les dates du délai de préavis.

Mme PITTELOUD répond que le courrier est arrivé en Mairie le 14 janvier 2014, donc le délai court jusqu'au 14 février 2014.

M. FEYER précise que la date de la fin du délai se situera à la veille des vacances scolaires et propose deux solutions. La première est de reprogrammer une séance afin de discuter de ce document ou alors de refuser la délibération en l'état et d'accompagner la décision avec la liste des points à éclaircir. En cas de non réponse, le département de l'Urbanisme pourra faire comme bon lui semble. A l'heure actuelle, il est seulement demandé si le Conseil municipal est d'accord ou non avec la délibération.

M. FAVRE explique que le canton demande à la commune de donner son préavis avant 30 jours, qui est le délai légal. Passé ce délai et en cas de non réponse, le département de l'Urbanisme est dans son droit et peut passer outre. Il précise que le département peut également le faire même s'il y a une réponse dans le délai imparti. Il ajoute que des remarques ont été apportées et notées dans le procès-verbal de la dernière séance de la commission de l'Aménagement du Territoire et que le préavis n'empêchera pas la construction. En revanche, la commune peut faire opposition à l'octroi du permis, car selon les recherches du PLR suffisamment d'éléments permettant une opposition. Aussi, considère-t-il qu'il faut répondre et corriger la délibération (changer l'article b en article a) et donner les raisons du préavis favorable ou défavorable. Ce d'autant plus qu'il s'agit d'une demande préalable, afin de donner des premières pistes et non d'une autorisation de construire et, par conséquent, ce document ne fait pas force de loi.

M. KELLER indique que les points soulevés aujourd'hui ne l'ont pas été lors de la commission de l'Aménagement du Territoire. Il propose de voter, mais de poser toutes les questions au département de l'Urbanisme, car avant d'avoir recours à un avocat - dernier moyen à utiliser - il faut instaurer le dialogue. Aussi demande-t-il que la Mairie pose ces questions au DALE, les réponses en résultant pourraient se révéler être en faveur du projet.

M. KELLER ajoute qu'en ce qui concerne les servitudes de vue, les services de l'État sont parfois discordants, car les propriétaires ne font pas valoir ces servitudes, mais la commission des Patrimoines (CMNS), donc l'État, comme ce fut le cas pour la Maison du Pressoir.

M. FAVRE ajoute que cela reste du droit privé et non du droit public.

M. KELLER complète que l'acteur est l'État et que des questions peuvent lui être posées sur le sujet des servitudes de vue.

Mme PITTELOUD demande la possibilité de corriger la délibération et de la proposer au vote avec le document remis à la commission de l'Aménagement du Territoire et les commentaires de Mme STALDER.

M. MAZENOD prend la parole et reconnaît que les arguments avancés sont intéressants. En cas de doute, il propose de ne pas indiquer dans la délibération l'article a ou b et d'ajouter à l'issue du vote une demande d'éclaircissement quant aux questions soulevées dans un courrier qu'il joindra. Pour étayer le dossier, il demande aux membres du Conseil de transmettre les divers documents et questions à la Mairie d'ici à la fin de semaine.

Mme PITTELOUD annonce le retrait sur la délibération de la « lettre b », propose et l'ajout de « 13 ou 26 immeubles » et donne lecture de la délibération.

### **Dérogation au rapport des surfaces pour la parcelle 2292, route de Malagny**

*Vu la requête en autorisation de construire DP 18381-2 sur la parcelle 2292, feuille 3 de Genthod, déposée au Département de l'aménagement, du logement et de l'énergie,*

*vu le rapport des surfaces qui excède les 27,5 % de taux d'utilisation du sol,*

*vu l'article 59, alinéa 4, de la loi sur les constructions et installations diverses (LCI, L 5 05) du 14 avril 1988,*

*vu l'article 30, alinéa 1, lettre s, de la loi sur l'administration des communes (LAC, B 6 05) du 13 avril 1984,*

*vu le préavis défavorable de la commission de l'Aménagement du territoire et tissu économique, lors de sa séance du 21 janvier 2014,*

*conformément aux articles 30, alinéa 1, lettres e, k, et m, et 31, de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984,*

*et sur proposition de la Mairie,*

### **LE CONSEIL MUNICIPAL décide**

**par 0 voix pour, 10 voix contre, 6 abstentions**

1. *D'octroyer une dérogation au rapport des surfaces dans le cadre du projet de construction de 13 ou 26 immeubles de logement (Minergie) – garage souterrain – capteurs solaires en toiture – sondes géothermiques, sur la parcelle 2292, feuille 3 de Genthod, sise route de Malagny, prévoyant un indice d'utilisation du sol de 35,67%,*

M. KELLER rappelle qu'il y a déjà des travaux en cours et qu'un énorme trou a été fait, lié à une demande pour une surface d'espace bureau d'environ 9'000 m<sup>2</sup> sur la parcelle du Grand-Malagny. Aujourd'hui, il y a ce projet pour lequel nous venons de voter, il serait bien d'envoyer un message fort au groupe d'intérêt, afin de créer de l'ordre et d'enchaîner les projets les uns après les autres, avant que la commune n'engage les infrastructures nécessaires. D'autant que des collecteurs viennent récemment d'être refaits sur le chemin de Malagny, d'autres projets similaires sont en cours, aussi une certaine visibilité serait appréciée sur les diverses demandes d'autorisation de construire.

### **6. ADOPTION DES NOUVEAUX STATUTS DU GROUPEMENT INTERCOMMUNAL POUR LA CRECHE (GIC) (DELIBERATION)**

Pas de commentaires de la part des membres du Conseil municipal.

Mme PITTELOUD donne lecture de la délibération.

### **Adoption des nouveaux statuts du Groupement Intercommunal pour la crèche (GIC)**

*Vu la délibération du 6 mars 2007 relative à la création du Groupement intercommunal pour le bâtiment de la crèche (GIBC), à l'approbation de ses statuts et à l'adhésion de la Commune de Genthod à ce nouveau groupement,*

*vu que les statuts du GIBC adoptés par le Conseil d'Etat en date du 2 mai 2007 prévoyaient initialement la seule construction du bâtiment de la crèche et non sa gestion,*

*vu le mandat du 10 décembre 2012 d'Amalthée Sàrl, spécialiste pour la gestion des projets et des structures d'accueil de la petite enfance, ayant pour objet la détermination de la forme organisationnelle par laquelle la crèche intercommunale pourrait être gérée et sa « synthèse de l'étude du statut juridique – Exploitation crèche intercommunale »,*

*vu la décision du GIBC de choisir une gestion de la crèche par une association de droit privé, en date du 16 janvier 2013,*

*vu la décision du GIBC de mandater Me Pierre Louis Manfrini, avocat de l'Etude BMG avocats, pour la mise à jour des statuts du GIBC lors de sa séance du 16 janvier 2013,*

*vu la présentation du projet de modifications des statuts au GIBC, aux commissions sociales et aux présidents des 4 communes concernées en date du lundi 16 septembre 2013,*

*vu le préavis favorable de la commission Affaires sociales et naturalisations lors de sa séance du 8 octobre 2013 sous réserve de ses observations,*

*vu l'achèvement du bâtiment du Dr Frédéric Rilliet de la crèche intercommunale des quatre saisons, son ouverture le 27 août et son inauguration le 5 octobre 2013,*

*vu la présentation du projet de modifications des statuts au GIBC, aux commissions sociales et aux présidents des 4 communes concernées en date du mercredi 11 décembre 2013,*

*vu le projet de modification des statuts du Groupement intercommunal pour la Crèche (GIC), sous forme de tableau synoptique, version du 16 décembre 2013,*

*vu l'examen du projet des statuts par le service juridique de la surveillance des communes au 6 janvier 2014, n'ayant amené aucun commentaire,*

*conformément à l'article 52, alinéa 2 et 70, alinéa 1, lettre g de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984,*

*et sur proposition de la Mairie,*

### **LE CONSEIL MUNICIPAL décide**

**par 16 voix pour, soit l'unanimité**

1. *D'approuver les nouveaux statuts du groupement intercommunal du bâtiment de la crèche (version du 16 décembre 2013) faisant partie intégrante de la présente délibération.*
2. *De fixer l'entrée en vigueur desdits statuts dès leur approbation par arrêté du Conseil d'Etat.*
3. *De désigner le Maire pour signer tous documents relatifs à cette opération.*
4. *De subordonner cette délibération à l'acceptation d'une délibération similaire par les autres communes membres du groupement.*

**7. DEMISSION ET NOMINATION AD INTERIM DU COMMANDANT DE LA COMPAGNIE DES SAPEURS-POMPIERS DE LA COMMUNE DE GENTHOD (RESOLUTION)**

Pas d'interventions de la part des membres du Conseil municipal.

Mme PITTELOUD donne lecture de la résolution.

***Démission et nomination ad intérim du Commandant de la Compagnie des sapeurs-pompiers de la commune de Genthod***

*Vu la démission de M. Robert Quiquerez, Capitaine et Commandant de la Compagnie des sapeurs-pompiers de la commune de Genthod, au 31 décembre 2013,*

*vu la décision de l'Etat-major de la Compagnie des sapeurs-pompiers de la commune de Genthod, dans le but de remplacer M. Quiquerez, de proposer à ses Autorités la nomination de :*

*Monsieur Stéphane Nicollin, né le 22 septembre 1970,*

*à la fonction de Commandant ad intérim de la Compagnie des sapeurs-pompiers de la commune de Genthod, avec effet rétroactif au 5 décembre 2013,*

*vu que cette nomination ad intérim prend effet rétroactivement au 5 décembre 2013,*

*conformément à l'article 8 de la loi sur la prévention des sinistres, l'organisation et l'intervention des sapeurs-pompiers du 25 janvier 1990 (F 4 05) et à l'article 19 du règlement d'application de la loi du 25 juillet 1990 (F 4 05.01) qui prévoit que les nominations et promotions d'officiers sont proposées au département de la sécurité et de l'économie par le Maire,*

*conformément aux articles 29, alinéa 3, et 30A, alinéa 3, de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984 (B 6 05),*

*et sur proposition de la Mairie,*

**LE CONSEIL MUNICIPAL  
décide**

**par 14 voix pour, 0 contre, 2 abstentions**

1. *D'accepter avec honneurs et remerciements pour les services rendus, la démission au 31 décembre 2013 du Capitaine Robert Quiquerez de sa fonction de Commandant de la Compagnie des sapeurs-pompiers de la commune de Genthod.*
2. *D'approuver la proposition de nommer M. Stéphane Nicollin, né le 22 septembre 1970, à la fonction de Commandant ad intérim de la Compagnie des sapeurs-pompiers de la commune de Genthod, dès le 5 décembre 2013, et d'inviter le Maire à communiquer cette décision au département de la sécurité et de l'économie.*

**8. PROPOSITIONS DE LA MAIRIE**

Pas de propositions.

**9. PROPOSITIONS INDIVIDUELLES ET QUESTIONS**

M. GUEX intervient au nom du GIG.

« Le Groupement pour les Intérêts de Genthod relève que lors de son point presse du 15 janvier 2014, le Conseil d'État a annoncé avoir adopté à l'intention du Grand-Conseil le projet de modification des limites de zones de la commune de Genthod concernant la parcelle n°563 située au chemin des Chênes.

Une fois la modification des limites de zones adoptée par le Grand Conseil, le projet de centre de voirie pourra enfin voir le jour.

Afin d'avancer sur le projet, le GIG propose l'élaboration, d'ici à la fin du 1er semestre 2014, d'un plan financier et d'un programme pour un concours d'architecte portant sur la construction du centre de voirie.

D'autre part, dans un souci de bonne collaboration intercommunale, le GIG propose également à l'Exécutif de contacter les communes voisines dans un délai de deux mois pour connaître leur intérêt au projet (partage de l'infrastructure et plus généralement des machines, besoins spécifiques, éventuels locaux à disposition, etc.), ceci préalablement à la rédaction du cahier des charges et du descriptif du concours.

Il va de soi que le projet doit aussi tenir compte de l'évolution de la situation de la compagnie de sapeurs-pompiers volontaires de Genthod.

Au nom du GIG, je vous remercie de votre attention. »

M. FAVRE prend la parole.

« Le GIG souhaite avoir, de la part de la Mairie, les informations sur le dossier d'aménagement du rond-point à la sortie de Bellevue, sis sur notre commune :

- un aménagement est-il bientôt proposé ?
- cet aménagement pourra-il utiliser des essences locales et durables ?
- son entretien sera-t-il assuré par notre personnel communal, dans des conditions de sécurité optimale, au vu du trafic dans ce secteur ?

Merci d'avance à la Mairie pour sa réponse. »

Mme MOTTIER demande la parole pour parler de la constitution de l'association « Le Bel Âge ».

« L'assemblée constitutive de l'association de seniors de Genthod « Le Bel Âge » a eu lieu le vendredi 31 janvier 2014, en présence d'environ 100 seniors gentousiens. Étaient également présents : Monsieur Michel STALDER, adjoint au maire, Monsieur Philibert PERRIN, président de la Fédération genevoise des clubs d'ainés et associations de seniors, Monsieur Yves PERROT, responsable de Centre d'animation pour retraités de l'Hospice général (CAD), Monsieur Nicolas ROGG, animateur socioculturel dans la même structure, et Madame Tina PETITE, assistante sociale pour les aînés à la commune de Genthod.

L'association ainsi constituée est membre de la Fédération genevoise des clubs d'ainés et associations de seniors (FGCAS) et se trouve être la 36<sup>ème</sup> du canton à s'être inscrite à la Fédération.

C'est au mois de mai 2013 que j'avais annoncé à la Commission des affaires sociales et des naturalisations mon idée de constituer une association à destination des seniors de notre commune. La recherche à laquelle je me suis livrée pour trouver des personnes souhaitant intégrer le futur comité n'a pas été sans mal, mais s'est avérée fructueuse au final.

Les contacts établis dans ce processus avec Messieurs PERRIN, PERROT et ROGG ont été d'un grand soutien. Le groupe a également pris contact avec les Flots Bleus, association de seniors à Versoix.

Lors de l'assemblée, Monsieur PERRIN a invité les membres de l'association à s'engager dans les futures activités en tant que participants actifs, et non pas seulement en tant que « consommateurs », tant qu'il est vrai que, si créer une association prend du temps, le vrai défi est de la faire durer. Monsieur PERRIN reste à notre disposition pour établir des contacts avec d'autres associations, pour obtenir des billets de spectacles à prix réduits, pour des formations dans divers domaines, etc.

Monsieur STALDER, adjoint au maire et délégué aux affaires sociales de notre Commune, s'est réjoui de l'affluence lors de la soirée de vendredi et nous a offert tout le soutien possible de la Mairie. La Mairie avait envoyé 850 lettres d'invitation aux personnes de plus de 55 ans, à laquelle 103 personnes ont répondu.



Au total, 96 personnes ont signé la liste de présence en fin de séance, 69 personnes ont signé la liste d'adhésion et 5 personnes sont en cours d'admission.

Le Comité de l'association est composé de Mesdames Josiane NYFELLER (présidente), Aurore MAGNIN (vice-présidente), Messieurs Jean-Pierre MAGNIN (secrétaire), Gérald MOTTIER (trésorier), Sabri MOUSTAFOV (membre), Lütfiye ALPMAN (membre) et moi-même (membre).

Le comité remercie Monsieur STALDER pour son soutien à l'association « Le Bel Age » et lui demande, si cela est possible, de fournir un futur local pour l'association et les salles nécessaires pour les activités prévues.

Nous remercions la Mairie d'avoir envoyé le courrier mentionné, mais aussi pour le magnifique buffet d'apéritif de la toute nouvelle association, un geste qui a certainement contribué à la réussite de la soirée en concluant par un moment très convivial.

Nous remercions également l'engagement de Monsieur François MAZENOD, maire, qui nous a permis d'occuper de nouveau Centre communal pour y accueillir l'assemblée avec aisance et confort.

Un grand merci. »

Mme MOTTIER joint en annexe la liste des activités proposées au sein de l'association « Le Bel Age » et ajoute son souhait de mettre en place des repas avec les aînés de la commune, afin d'éviter leur isolement et de créer un moment de partage.

M. RYCHNER donne lecture d'un texte au nom du PLR concernant les groupements intercommunaux.

« Au nom du PLR de Genthod, je demande que la proposition suivante soit mise au vote :

Étant donné que la commune de Genthod (au même titre que celle de Bellevue) participe au financement des frais de fonctionnement, car elle en est partiellement propriétaire, il n'est pas acceptable que les conseillers municipaux subissent une sorte d'omerta et soient tenus à l'écart de toutes informations concernant le dossier cité en titre.

Les derniers PV du Conseil d'Administration du 15 avril 2013 et du Conseil Intercommunal du 27 mai 2013, nous ont été transmis par Madame Marie-France MUTILLIOD, membre de ce dernier Conseil, et je l'en remercie, car cette tâche revient à la Mairie. Or, ce sont les deux seuls procès-verbaux que nous ayons reçus durant cette législature, et depuis plus rien ! La rubrique y relative du CMNet ne contient aucun procès-verbal !

La demande du PLR est que les ordres du jour et les procès-verbaux passés et présents soient mis sur CMNet sans délai par la Mairie, de même que tous ceux qu'elle recevra dans le futur.

Je vous remercie pour votre attention et vous recommande d'approuver cette demande de transparence indispensable tout en sachant que, si des documents confidentiels nous sont soumis, nous en avons la responsabilité. »

M. STALDER explique que quels que soient les divers groupements, les procès-verbaux restent entre les mains des membres du groupement et que les procès-verbaux d'autres organismes sont insérés dans CMNet. Dans le cas de la Vigne Blanche, le huis clos a été décidé afin de gérer au mieux ce dossier délicat, voilà pourquoi il n'y a pas eu d'informations spécifiques. Normalement, la personne du CI n'aurait pas dû transmettre les documents sans en aviser le Conseil d'administration.

M. RYCHNER rappelle à l'Exécutif que les conseillers municipaux sont assermentés et tenus au secret et, par conséquent, rien ne devrait les empêcher d'être informés. Or, depuis le début de cette législature, les conseillers n'ont reçus aucune information concernant le GIVB, alors qu'ils seront appelés à discuter et à se prononcer sur le budget, les frais de fonctionnement et le financement. Il se dit surpris par le manque de confiance de la part de l'Exécutif.

M. STALDER pense que lorsque certains sujets sont délicats, comme celui de la Vigne Blanche, il n'est pas judicieux d'en discuter de façon élargie à tout le Conseil municipal. Les trois partis ont été représentés en commission et la décision a été prise de conserver les informations à l'interne.

Mme PITTELOUD rappelle que, selon la LIPAD, les parties de séances à huis clos, les huis clos et les séances de travail peuvent être réservées et non publiques.

M. RYCHNER constate qu'il y a des informations manquantes : lors de sujets délicats traités au CA ou au CI de la Vigne Blanche, les parties pouvant décréter le huis clos, ce qui entraîne que le Conseil municipal n'a pas d'informations concernant le groupement.

M. STALDER exprime son désaccord, car la question lui a été posée lors d'un Conseil quant à l'avancement du dossier et qu'il avait répondu que le dossier restait secret et qu'aucune communication ne serait apportée.

M. RYCHNER annonce avoir un document dans lequel est précisée l'intervention de Mme ISCH qui aimerait *« avant que le Conseil ne se prononce que cette proposition d'investissement de CHF 60'000.- pour transformer un bâtiment situé sur la commune de Bellevue, soit discuté au sein du Conseil municipal de Genthod. »* Pourquoi y aurait-il un huis clos concernant ce discours et finalement ne rien obtenir ?

M. STALDER répond que ce sujet a été abandonné.

M. RYCHNER rétorque qu'il n'était pas au courant et demande seulement que ce point soit amené lors du Conseil municipal. Il estime que cela n'est pas la meilleure des attitudes envers les conseillers municipaux.

M. KELLER prend la parole et explique qu'au tribunal la commune de Collonge-Bellerive a perdu et que le tribunal a exigé que les procès-verbaux de ses commissions soient rendus publics, malgré que ses commissions soient à huis clos. Il pense que les conseillers municipaux qui votent les budgets sont en droit d'obtenir les informations sur la bonne gestion des dossiers en cours. Ce n'est pas à la commission elle-même de décider si les autres membres du Conseil municipal peuvent recevoir ou non ces communications.

Mme MUTTILOD mentionne qu'au moment où a été demandé le huis clos elle n'a plus communiqué aucune information et a respecté la décision de la commission de non divulgation d'informations. Par contre, jusqu'à ce que cette décision soit prise, elle pensait pouvoir envoyer aux conseillers municipaux les procès-verbaux des séances de la commission de la Vigne Blanche.

M. HONEGGER reprend que M. RYCHNER voulait que le Conseil municipal s'exprime à ce sujet et demande que les procès-verbaux et les ordres du jour soient mis sur CMNet.

M GUEX demande que ces procès-verbaux soient transmis aux conseillers municipaux sans problèmes.

Mme MOTTIER mentionne que la FAO a annoncé la radiation du contrat avec M. HUMBERT alors qu'il n'y a eu aucune information préalable. Elle s'interroge sur le pourquoi et le comment, et s'étonne que l'information ait été rendue publique avant les conseillers municipaux ne soient mis au courant.

Mme ISCH explique son malaise, en tant que membre de la commission de la Vigne Blanche, lié au huis clos. Concernant le boudodrome du sous-sol, à un moment donné il y eu la proposition d'installer un plancher amovible et, au vu du passif de la commune avec le GIVB, elle n'était pas d'accord de ne pas en faire part aux autres membres du Conseil municipal, mais finalement le projet a été abandonné. Quant aux procès-verbaux du CA, elle ne les reçoit pas et continue à les réclamer. Elle est favorable à ce que les procès-verbaux du CI soient mis sur CMNet.

Mme STALDER s'aperçoit que le problème est général à tous les groupements intercommunaux et qu'il y a très peu d'informations concernant les budgets ou l'approbation des comptes. Elle demande plus de transparence.

M. STALDER annonce que cela a été un point soulevé lors du projet du bâtiment de la crèche parmi d'autres comme : Qui rapportera au Conseil municipal ? Est-ce que ce sont les membres du Conseil municipal qui devront faire un rapport lors du passage en commission ? Pour le moment, les membres ne se sont pas exprimés au sein de leur groupement respectif. C'est une question ouverte. Au-delà de cela, les documents du CI sont sur CMNet, quant à ceux du CA, la discussion est possible. La question reste : Est-ce aux magistrats de rapporter au Conseil municipal ou à leurs représentants qui participent à ces groupements et nommés par ceux-ci ?

M. KELLER indique que le huis clos est réservé au public et non aux conseillers municipaux. Il donne pour exemple que si la commission de la Culture décidait, sous l'impulsion de sa Présidente, de ne plus informer le Conseil municipal, qu'en serait-il ? Il conclut que les conseillers sont responsables des derniers publics et que, de ce fait, les informations doivent circuler : il faut avoir de la transparence.

Mme ISCH pense qu'un membre des commissions devrait rapporter au Conseil municipal.

Mme PITTELOUD propose une formulation pour un vote, « *Le Conseil municipal demande que les ordres du jour et procès-verbaux de l'ensemble des groupement intercommunaux soient mis sur CMNet* ».

Mme PITTELOUD procède au vote.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**  
**décide**

***par 16 voix pour, soit l'unanimité***

*Que les ordres du jour et procès-verbaux de l'ensemble des groupements intercommunaux soient mis sur CMNet.*

Mme PITTELOUD souhaite revenir sur le point abordé en début de séance concernant la délibération sur les « Indemnités aux Maire et Adjointes » et au malentendu perçu de l'extérieur et propose le renvoi en commission des Finances.

M. RYCHNER fait remarquer que ce projet de délibération a fait l'objet d'explications détaillées, tant en commission des Finances qu'au Conseil municipal du 11 novembre 2013 et qu'une décision a été prise. Aussi, conçoit-il mal la reprise de la procédure, à moins qu'il y ait des éléments nouveaux.

M. FEYER est en faveur du renvoi du sujet en commission des Finances, tout d'abord afin de pouvoir éclaircir les salaires de l'Exécutif qui sembleraient être moindres qu'auparavant et ensuite considérant que cela permettra surtout de préparer le budget pour 2015.

M. KELLER ne pense pas qu'il y a eu un malentendu, mais un désaccord qui a mené à une discussion et, au final, une décision souveraine a été prise par le Conseil municipal.

Mme PITTELOUD estime que le procès-verbal de la précédente séance fait part de divers pourcentages et, vu de l'extérieur et n'ayant pas été présente, cela prête à confusion : il lui semble, en conséquence, que cette décision entraînerait une diminution des salaires, aussi aimerait-elle clarifier la situation et, pour cela, la renvoyer en commission des Finances.

M. REALINI, bien que d'accord avec M. KELLER, considère toutefois que, lors du dernier Conseil municipal, les conseillers ont calculé les salaires et diverses charges salariales pendant la séance : exercice qui n'était pas de leurs compétences, ce qui a engendré des erreurs. Cela ne lui semble pas juste que l'Exécutif en pâtisse et fait remarquer que celui-ci devrait recevoir le même salaire que l'année précédente. Estimant que la correction pourrait se faire en commission des Finances, il est favorable à son renvoi.

M. KELLER ajoute que le rôle de la commission des Finances n'est pas de décider mais de poser toutes les questions et de proposer de les éclaircir.

M. FEYER fait remarquer que la tendance actuelle est que les discussions lors des commissions sont reprises en profondeur lors des Conseils municipaux, alors que cela devrait être l'inverse. Il est donc pour une brève discussion au Conseil municipal pour le renvoi du sujet en commission et estime que la vraie discussion devra avoir lieu en commission des Finances.

M. HONEGGER précise que le Conseil municipal s'est prononcé sur des sommes et non sur des pourcentages.

Mme PITTELOUD procède au vote du renvoi du sujet en commission des Finances.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**  
**décide**

**par 10 voix pour, 0 voix contre, 6 abstentions**

*Le renvoi de l'étude des « Indemnités aux Maire et Adjointes » en commission des Finances.*

M. FEYER revient sur les points que la Mairie a avancés au sujet d'éventuelles acquisitions de terrains, du problème de voirie, des pompiers, d'un local de centre de voile. Comme cela concernerait plusieurs commissions (Environnement, Aménagement du Territoire, Finances et Bâtiments), aussi demande-t-il comment cela va-t-il s'amorcer. Il considère qu'il serait dommage de manquer l'achat d'un terrain et d'en laisser le bénéfice aux promoteurs.

Mme PITTELOUD propose le renvoi en commission Aménagement du Territoire et Tissu économique élargie au Conseil municipal.

M. KELLER considère que, bien qu'il soit favorable en cas de renvoi en commission que celle-ci soit élargie au Conseil municipal, au vu des décisions importantes, il faudrait évaluer les besoins de la commune et ceux des communes voisines. Il ajoute que le 5 février 2014 aura lieu une rencontre avec les pompiers de la rive droite, à l'issue de laquelle des idées plus claires ressortiront pour les futurs services du feu, ce qui permettra de mieux cerner le projet.

Mme PITTELOUD procède au vote.

**LE CONSEIL MUNICIPAL**  
**décide**

**par 16 voix pour, soit l'unanimité**

*Le renvoi en commission Aménagement du Territoire et Tissu économique élargie au Conseil municipal, de l'étude concernant d'éventuelles acquisitions de terrains.*

M. RYCHNER questionne sur l'avancement du règlement du Conseil municipal de la commune de Genthod.

Mme PITTELOUD répond que, lors de la visite au GIBC, il a été signalé que la nouvelle constitution impliquerait des modifications des règlements des Conseils municipaux. Une demande a été faite auprès de la Mairie afin de connaître les articles à modifier ou à ajouter, les obligations et contraintes. Un agenda sera mis en place après réception des informations.

Mme STALDER trouve dommage que, depuis le mois juin, quand Mme BORLOZ a transmis le dossier sur le projet du nouveau règlement du Conseil municipal, il n'y ait pas eu de retours. Elle considère qu'il est difficile de se replonger à nouveau dans tous ces articles après autant de temps, car le travail fut extraordinaire et elle pensait que l'on était arrivé à bout touchant. Or, on apprend maintenant qu'il faut de nouveau faire appel à la juriste pour continuer ce projet.

M. GUERX propose de demander de l'aide à l'Association des Communes Genevoises (ACG) pour cette question plutôt que de faire appel à une juriste coûteuse et dont les compétences ne sont pas reconnues par l'ensemble des membres du Conseil municipal.

Mme PITTELOUD prend note et contactera l'ACG.

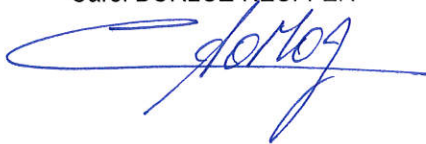
M. HONEGGER demande au président de la commission ad hoc, concernant la fête d'inauguration du nouveau Centre communal, d'inviter la commission à présenter les comptes de ce grand évènement.

M. GUEx répond que, lors du dernier Conseil municipal, il avait effectivement annoncé une présentation des comptes pour la présente séance, mais en raison de la réception récente des documents et compte tenu du délai trop court, il explique qu'il n'a pas pu convoquer la commission ad hoc. Il informe qu'une séance sera planifiée avant le prochain Conseil municipal et qu'une présentation sera faite.

#### 10. HUIS CLOS (NATURALISATION)

Le huis clos est prononcé à 22h26.

La Secrétaire  
Carol BORLOZ-NEUFFER

A blue ink signature, appearing to be 'Carol Borloz-Neuffer', written in a cursive style over a horizontal line.

La Présidente  
Fabienne PITTELOUD

A blue ink signature, appearing to be 'Fabienne PitteLOUD', written in a cursive style over a horizontal line.